

# Les ménages plus riches qu'il y a six ans

• Le patrimoine financier s'élève à 616 milliards de DH en 2013

• Accroissement de 5% en moyenne depuis 2008

• La part de l'épargne en légère amélioration

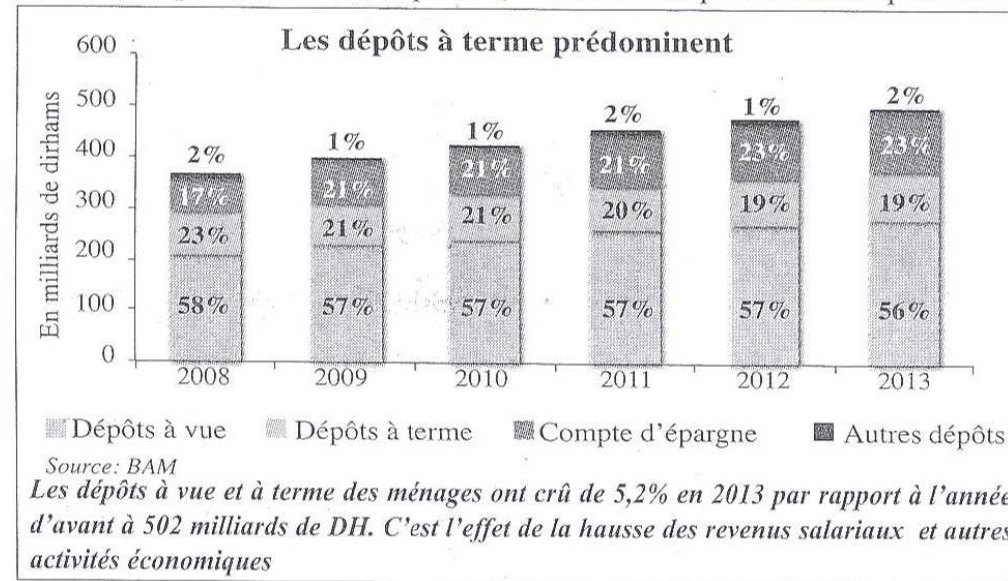
89.300 DH par an. C'est le patrimoine financier moyen détenu par ménage en 2013. Il résulte pour la majeure partie des revenus salariaux et autres activités économiques. En témoigne la tendance lourde des dépôts à vue et à terme: 82% du patrimoine depuis six ans. Au total, ce dernier s'est établi à 616 milliards de DH à fin 2013, selon le premier rapport de Bank Al-Maghrib sur la stabilité financière. (Voir édition du lundi à mercredi 30 juillet). Rapporté au nombre des ménages (6,9 millions), ce montant dégage un avoir mensuel de 7.440 DH par foyer. Un chiffre en hausse de 5% en moyenne sur les six dernières an-

nées avec un pic de 6,5% en 2013 par rapport à l'année d'avant. C'est donc l'effet des hausses des salaires combinées aux réajustements de l'impôt sur le revenu. Cependant,

les comptes d'épargne ont gagné 6 points de pourcentage sur les six dernières années. Ceci, au détriment des dépôts à vue et de ceux à terme qui ont baissé respectivement

formance du patrimoine financier des ménages par rapport à l'épargne intérieure dans son ensemble. Celle-ci a marqué un recul selon les données du Haut commissariat au plan. En 2013, elle s'est établie à 20,6% du PIB contre 25,2% cinq années auparavant. Mais dans l'absolu, la croissance des avoirs des ménages sous forme des dépôts reste plus accélérée. Elle a atteint 5,2% en 2013 après avoir enregistré une augmentation de 4,5% l'année d'avant pour culminer à 502 milliards de DH.

En 2013, les ménages ont détenu aussi un encours de valeurs mobilières de 61 milliards de DH en hausse de 8% par rapport à 2012. Sur ce total, les titres de participation représentent 83%, alors que les placements sous forme d'assurance-vie s'inscrivent en hausse régulière sur les cinq dernières années avec un encours de 49 milliards de DH à fin 2013. □



la structure de ce patrimoine est restée stable au cours des 3 dernières années. Elle fait ressortir, comme indiqué, une part majoritaire des dépôts auprès des banques (82%), suivie des placements en valeurs mobilières (10%) et de l'assurance-vie (8%). Fait marquant,

de 2 et 4 points sur la même période. De même que la proportion des titres d'Etat a grimpé à 9% compte tenu de leur rendement, notamment la hausse des taux obligataires. Alors que celle des titres de créance privés est restée stable à 8%. Le tout traduit la per-



# Endettement des ménages: Les impayés en hausse

• Les créances en souffrance dépassent 19 milliards de DH

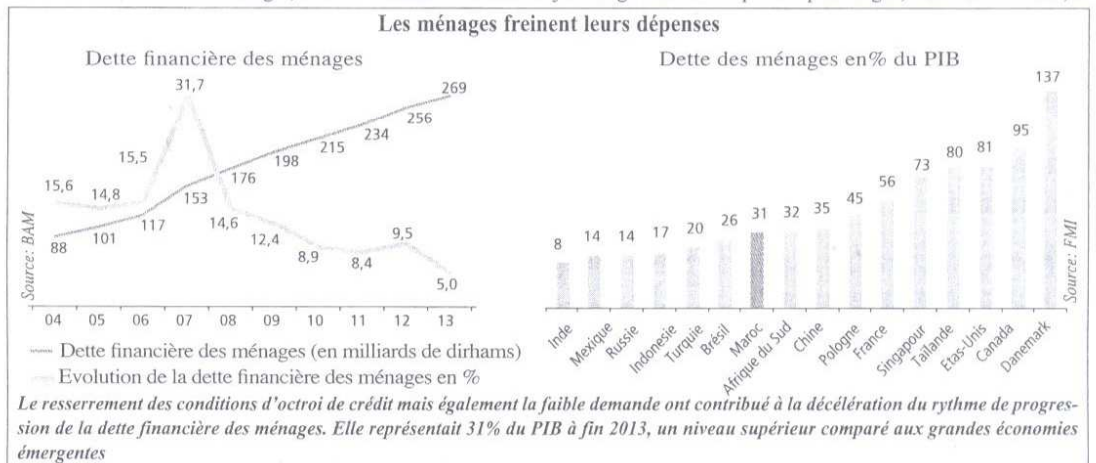
• La dette globale totalise 269 milliards de DH en hausse de 5%

LES fins de mois deviennent plus difficiles. Les défauts de paiement des ménages ont augmenté de 4 milliards de DH d'une année à l'autre pour s'établir à 19,4 milliards de DH. Le taux de risque ressort à 7,2%. La plus forte dégradation est enregistrée au niveau des ménages non résidents. Les dettes inscrites en souffrance pour cette catégorie sont passées à 7,8% en hausse de 2,1 points. En l'espace de trois ans, ce taux a augmenté de 4 points. Cela reflète bien les difficultés économiques dans les pays de résidence des Marocains à l'étranger, principalement en

payés s'est établi à 9% l'année dernière en dégradation de 0,5 point. Ce produit représente 40% de la dette des ménages, soit 99

les revenus irréguliers et modestes (Fogarim), soulèvent beaucoup de critiques. Les demandes de mise en jeu des garanties sur

un rythme deux fois inférieur au niveau observé sur les trois dernières années. Sur une période plus longue, entre 2004 et 2012, le



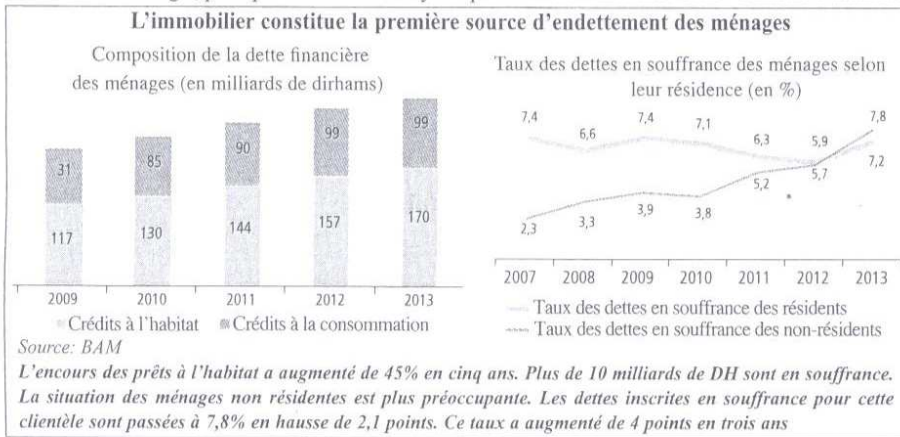
milliards de DH à fin 2013. Leur endettement immobilier atteint 170 milliards de DH. Il a augmenté de 45% en cinq ans. Ici aussi, les foyers éprouvent des difficultés à rem-

ce produit ont atteint 565 millions de DH à fin 2013 en hausse de 35% sur un an. Les banques ont à plusieurs reprises tiré la sonnette d'alarme. Le crédit est considéré

comme une aide de l'Etat, ce qui donne souvent lieu à des refus de paiement. Face à l'augmentation des incidents, les établissements de crédits ont mécaniquement relevé les taux d'intérêts. Le tarif appliqué pour les prêts à l'habitat par exemple s'est renchéri de 18 points de base à 5,46%. Environ 43% des crédits à l'habitat ont été

passif des ménages a augmenté en moyenne de 14,6%. En dix ans, la dette financière des ménages a été multipliée par trois. Elle équivaut à 31% du PIB. Ce niveau est supérieur comparé à plusieurs économies émergentes comme le Brésil, la Turquie, la Russie ou encore le Mexique. Avec un patrimoine financier de 616 milliards de DH, le taux d'endettement des ménages se situe à 44%. Aujourd'hui, la morosité de la conjoncture pousse les foyers marocains à effectuer plus d'arbitrages sur leurs dépenses. Les immatriculations de voitures neuves ont baissé l'année dernière. De même, la demande en produits électroménagers était moins forte. Pour la première fois, l'encours des crédits à la consommation a reculé après une hausse moyenne de l'ordre de 12% sur les dix dernières années. Si la demande est moins forte, les banques ont de leur côté resserré les conditions d'octroi suite à la poussée du risque. □

Franck FAGNON



Europe. Bank Al-Maghrib ne prévoit pas une amélioration de la qualité du risque sur cette clientèle cette année.

Les incidents sont plus importants sur le crédit à la consommation. Le taux des im-

bouser leurs traites. Plus de 10 milliards de DH, soit 6% de l'encours sont en souffrance. Les crédits accordés dans le cadre des mécanismes de garanties mis en place par l'Etat, particulièrement le Fonds de garantie pour

accordés à un taux supérieur à 6% contre 39% une année plus tôt. L'essentiel des prêts (82%) est contracté à taux fixe. Globalement, l'endettement des ménages a progressé de 5% en 2013 à 269 milliards de DH, mais à